

Ruralité et stratégies de défense de l'entre-soi dans la péninsule du Cap (Afrique du Sud)

Sylvain Guyot, Maître de Conférences

Julien Dellier, Maître de Conférences

Antony Caillot, Géographe

Résumé

Les stratégies locales de recours à la ruralité et au village comme stratégies de défense de l'entre-soi, blanc et aisés, dans le territoire périurbain ségrégué, socialement et racialement, de la Péninsule du Cap, sont représentatives d'une certaine résistance aux changements post-apartheid. A l'image de l'Afrique du Sud dans son ensemble, la métropole du Cap est marquée par de fortes inégalités socio-spatiales. Les mutations, tant démographiques que territoriales, survenues depuis la fin de l'apartheid ont conduit, par ailleurs, à une réorganisation significative de la gouvernance locale. Dans ce contexte, la revendication récente par les associations de résidents d'une identité péninsulaire, caractérisée par l'utilisation d'une toponymie rurale, de marqueurs architecturaux campagnards et de la valorisation d'un paysage culturel européen, apparaît à la fois comme une stratégie de repli face à l'installation de nouvelles populations, essentiellement africaines, et comme un refus du rattachement administratif à l'espace métropolitain. Au final, la défense d'une identité rurale sur la Péninsule du Cap va à l'encontre de tout processus de justice spatiale en favorisant l'entre-soi et la ségrégation socio-spatiale à l'échelle de ce territoire.

Mots Clés Péninsule du Cap, Afrique du Sud, entre-soi, ruralité, association de résidents

Introduction

Cet article s'intéresse aux stratégies locales de recours à la ruralité comme modalité de défense de l'entre-soi, blanc et aisés, dans le territoire périurbain ségrégué,

socialement et racialement, de la Péninsule du Cap, aujourd’hui rattaché à la vaste aire métropolitaine éponyme. L’entre-soi désigne des personnes qui choisissent de vivre et de défendre leur espace de vie (*sense of place*) en évitant les contacts avec ceux qui n’en font pas partie (et cela en fonction de critères sociaux et culturels : voir pour la France : Charmes, 2011 et Pinçon, Pinçon-Charlot, 2003 ; pour l’Amérique : Chevalier, Carballo, 2004 et pour l’Afrique du Sud Pape, 2003). Le contexte sud-africain d’application de cette notion est très spécifique et implique une forme de perpétuation des héritages passés d’unité socio-raciale datant de la période d’apartheid, sans que cette volonté ne soit ni totalement avouée ni entièrement assumée par les habitants concernés. Le droit au village, incarné dans la Péninsule du Cap par la défense d’un cadre de vie ruralisant, sert donc d’instrument principal à la défense de cet entre-soi « historique ».

La ruralité n’existe pas en soi. C’est une construction réalisée par les acteurs sociaux, qui se révèle être très complexe en Afrique du Sud. En effet, la ruralité sud-africaine est souvent associée à des représentations du rural très différentes en fonction des groupes de populations concernés (Briedenhann, Wickens, 2004) et de leur référence à un passé commun, considéré comme un âge d’or à valeur patrimoniale. Elle recouvre une grande diversité de situations socio-économiques et paysagères et se perçoit différemment en fonction de l’appartenance culturelle. Pour les Blancs, la ruralité africaine (*African*¹ rurality) est souvent associée péjorativement aux anciens bantoustans qui combinent pauvreté et isolement. Cette perception explique le mépris existant au Cap envers les « Eastern Cape migrants » (Xhosas provenant des anciens bantoustans du Transkei et du Ciskei). En revanche, la « vraie » ruralité, non précédée de l’adjectif « *African* » mais associée à la notion de campagne (*countryside*), est connotée très positivement par les Blancs et définit un style de vie

¹ Nommer les groupes “raciaux” en Afrique du Sud est un problème de terminologie comme de politique. La classification mise en place par l’apartheid comprenait les « Blancs » (Sud-Africains d’origine européenne, dont les Afrikaners et les Sud-Africains anglophones), les « Indiens » (Sud-Africains d’origine indienne), « Africains » (Sud-Africains d’origine africaine) et « Coloureds » (traduit par Métis ou Colorés, un groupe hétérogène comprenant les personnes d’ascendance mixte et tous ceux ne rentrant pas dans les catégories précédentes). Cette classification a été fondatrice d’identités et reste utilisée dans le cadre du recensement, ce qui explique pourquoi les chercheurs continuent de l’utiliser tout en la condamnant.

privilégié, basé sur les aménités environnementales et paysagères, comme en témoigne l'existence de « country clubs » : [Rurality] has a character quite the opposite of most of our usual lifestyles – unruheded, uncluttered, traditional, unspoilt landscape and usually quiet" (Briedenhann, Wickens, 2004, p.194). Cette ruralité blanche tend de plus en plus à inclure les fermiers Afrikaners, qui pendant longtemps étaient considérés péjorativement par les Anglophones comme des boers (paysans) un peu rustiques cantonnés à la fonction productive agricole de l'espace rural sud-africain.

Ce dualisme racialisé de la ruralité renvoie à l'inégale répartition du foncier agricole au profit des Blancs (Vircoulon, 2003) et à la relégitimation post-apartheid d'un style de vie « campagnard », « villageois » et communautariste à l'extérieur des grandes métropoles. Un certain « droit au village » est alors revendiqué par des sud-africains blancs cherchant à s'extraire de leur condition urbaine minoritaire pour revendiquer de nouvelles formes d'hégémonie sur des espaces existants réinvestis de valeurs « villageoises » et « campagnardes ». Les revendications des associations de résidents, et leurs pratiques, font émerger certains attributs qui « font rural », « font village » au sens propre et au figuré. Quels sont ces attributs, et pourquoi ces associations considèrent-elles que cela fait rural ?

Ce « droit au village » s'exprime par des projets de vie ségrégatifs face aux groupes de population dominants métropolitains. Il s'illustre de manière pertinente à St Lucia, dans la province du KwaZulu-Natal (Guyot, 2006-a), à Hogsback dans les montagnes du Cap Oriental (Guyot, Amilhat-Szary, 2010), ou cas encore plus extrême de repli ethnique « villageois », à Orania dans le Cap Septentrional (Rogerson, 2006). Si l'exemple de la Péninsule du Cap tend à se rapprocher de ces expériences guidées par la renaissance d'une pseudo authenticité « villageoise », il s'en distingue aussi par le caractère périurbain voire péri-métropolitain des terrains considérés. La situation de la Péninsule du Cap questionne une interprétation paradoxale du « droit au village », éloignée des perspectives émancipatrices présentes dans le droit à la ville de Lefebvre. Ce « droit au village » n'est pas mobilisé au service des classes laborieuses, mais au service des élites ; il n'est pas utilisé pour élargir l'accès à l'espace, mais pour

le restreindre ; et il n'est pas un outil de partage des pouvoirs, mais au contraire implique une captation des décisions locales. Dans le contexte du Cap, ruralité et étalement urbain (urban sprawl) induisent un conflit de représentations entre plusieurs formes de mitage péri-urbain, non-blanc et pauvre versus blanc et riche, qui renvoient invariablement aux héritages des politiques urbaines de l'apartheid (Future Cape Town, 2013). Le « droit au village » des uns (les Blancs aisés) s'oppose au « droit à la ville » des autres (Mirafab, 2007 et De Bruijn, 2010.) Si le processus de justice spatiale implique l'acquisition de droits spécifiques (Gervais-Lambony, 2013), il doit alors aussi incorporer une réflexion sur les questions de légitimité et de légalité d'accès à l'espace. Ainsi, la ruralité défendue par une minorité semble aller à l'encontre d'une urbanité encore peu accessible pour une majorité qui vit en ville sans toutefois bénéficier de ses avantages.

La ruralité est définie par ses promoteurs péninsulaires comme un style de vie spécifique basé sur l'entre-soi (Charmes, 2011 ; Pape, 2003) au sein d'une atmosphère rurale et d'un paysage protégé pouvant faire éventuellement l'objet d'un processus de patrimonialisation (Belaidi, 2011 ; Guyot et al., 2014). Elle implique aussi une identité territoriale forte de l'entre-soi résumée par la plupart des résidents concernés comme 'our rural sense of place', traduisible littéralement par « notre identité rurale ».

Xu (1995), à la suite de Tuan (1977, 1990), définit le 'sense of place' comme le sentiment d'appartenance à un lieu investi par une identité paysagère forte et s'exprimant par une combinaison de critères toponymiques, de récits personnels ou historiques, d'expériences de vie originales voire d'une dimension spirituelle. Dans le contexte de la Péninsule du Cap cette expression indique, en effet, à la fois un sentiment d'appartenance souvent exclusif à un espace anciennement rural, et l'unicité de ce même espace en relation avec des critères paysagers, architecturaux (Manning, 2004) et culturels. Victor et Fryer interrogent ainsi la question de l'architecture post-apartheid en Afrique du Sud et se demandent à la suite de Lipman (1993) quels en sont les fondements identitaires actuels. "Whose memories do [our] buildings stir, whose nostalgias do they gratify, whose cultural roots are being

acknowledged'? By refusing these questions, we negate the active role required of us in rebuilding our nation. Instead of creating we 'erase local senses of place'; we remain stuck, fixed in our dislocation to a place that is 'never at home', 'forever elsewhere'" (Victor, Fryer, 2008). La substance du 'sense of place' idéalisée par les résidents concernés est donc nettement questionnée dans le contexte d'identités sud-africaines en perpétuelle quête de relégitimation, et pour lesquelles la question de la nostalgie des lieux est capitale (Gervais-Lambony, 2012), face aux supposées volontés politiques nationales d'éradication de l'européanité en Afrique du Sud qui culminèrent dans les années 2000 avec la promotion de la Renaissance Africaine par T. Mbeki, en particulier en matière toponymique (Giraut et al. 2008) . Ballard et Jones (2011, p.132) parlent en particulier de l'importance des références faites à « l'idylle aristocratique rurale de l'Europe préindustrielle ainsi qu'à la Nature » dans les projets de développement des nouveaux ensembles résidentiels fermés dans la région de Durban.

'Our rural sense of place' sert d'argument à la défense et à la conservation d'un territoire qui semble menacé par une urbanisation indésirable car pauvre et non-blanche, que ce soit à travers l'extension des quartiers préexistants ou au regard des projets de développement de logements bon marchés, et par son intégration, vivement contestée dès 1995, au sein d'un grand ensemble métropolitain (Cameron, 2005). En effet, si l'ensemble de la population du Cap a augmenté entre 1996 et 2011 de 46 %, sur la même période la population africaine a connu un essor presque trois fois supérieur de 124 %². D'un point de vue socio-économique, si 47 % des foyers capetoniens ont, en 2011, des revenus mensuels très modestes, inférieurs à 3200 ZAR (environ 290 € en 2011), c'est le cas pour 69 % des « Africains »³ (voir carte n°1). C'est dans ce contexte bien particulier que le sentiment d'appartenance rurale péninsulaire est mobilisé.

La méthodologie a consisté en un travail bibliographique, un travail de terrain réalisé en mars 2013 et avril 2014 (Mission UNPEC) sur la Péninsule du Cap. 35 personnes

² Sur la période 1996-2011, la population *coloured* a crû de 28 % et la population blanche de 7,8 %.

³ En 2011, 40,8 % des foyers coloureds et 15,3 % des foyers blancs avaient des revenus inférieurs ou égaux à 3200 ZAR.

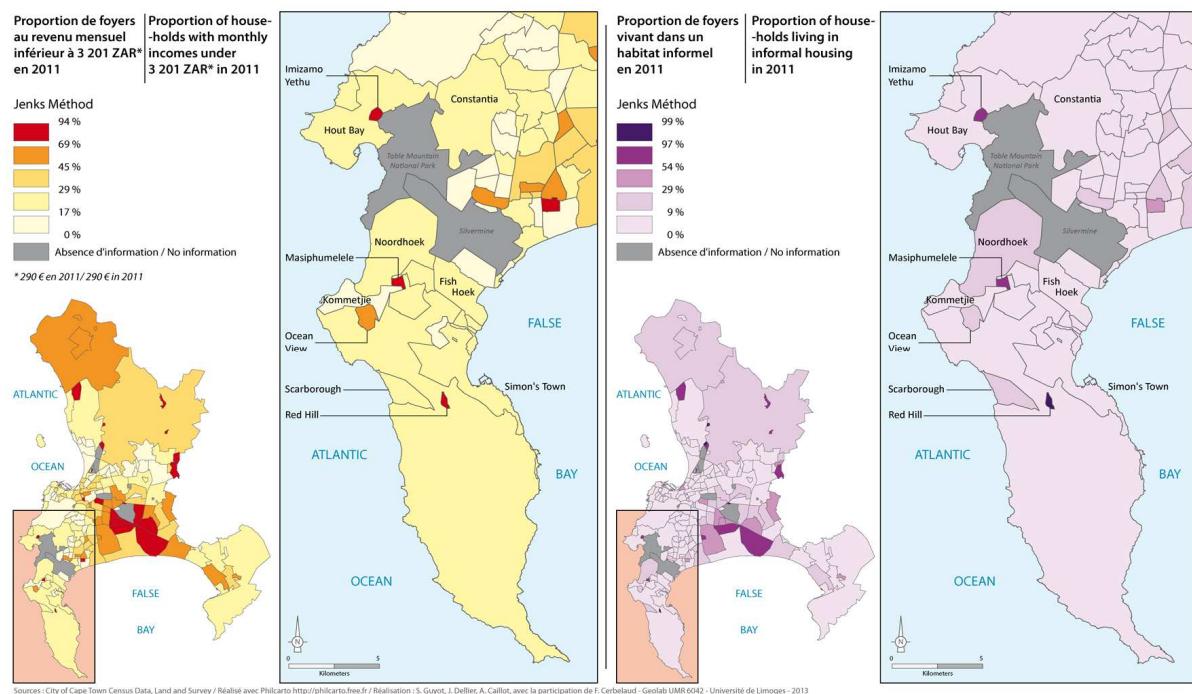
ont été interviewées, puis une enquête systématique par courriel auprès des associations de résidents et la constitution d'une base de données spatialisées a été réalisée. Les entretiens (de terrain et écrits) ont été effectués essentiellement avec des représentants des associations de résidents, avec des élus métropolitains d'arrondissements et des administratifs et avec des représentants du parc national. Les bases de données cartographiques, réalisées à l'échelle cadastrale, reposent notamment sur un travail de photo-interprétation complété par des vérifications réalisées par les auteurs sur le terrain. Les enquêtes se sont focalisées sur les sous-espaces anciennement ruraux de Constantia, Hout Bay, Noordhoek, Kommetjie et Scarborough–Red Hill.

Les résidents interrogés recouvrent deux catégories d'habitants : les « anciens » et les « nouveaux ». Les « anciens » sont des résidents péninsulaires « historiques », installés depuis la période d'apartheid, voire avant pour les plus vieux. Ils sont retraités ou proches de la retraite pour la plupart, disposent d'un capital social et économique important et regroupent à la fois des adeptes du patrimoine paysager « culturel » (ruralité culturelle à Constantia, Hout Bay) et des défenseurs de la nature (ruralité « naturalisée » à Noordhoek et Scarborough–Red Hill). Les « nouveaux » habitants sont plus diversifiés et intègrent à la fois des « néo » très riches attirés par la sécurité foncière (gated communities paysagées), et des « alternatifs » cherchant à développer – souvent en famille – des projets d'intégration socio-culturelle et environnementale, tout en plaidant pour une défense du sense of place. Les non-retraités travaillent pour la plupart au Cap comme professionals ou à distance comme consultants par télétravail.

Cet article analyse les différentes stratégies identitaires et territoriales qui permettent à ces résidents de conserver leur exclusivité territoriale, leur cadre de vie, et leur pouvoir d'influence sur les décisions politiques locales. Leur regroupement en diverses associations de résidents depuis le début des années 1990 est manifeste. La patrimonialisation de la ruralité, à travers ses référents toponymiques et architecturaux « villageois », mais aussi sa composante agricole sont alors convoqués par ces associations pour défendre leur droit à une certaine qualité de vie et leurs

privilèges fonciers. Quelle est alors la nouvelle géographie rurale de la Péninsule du Cap prônée par ces associations de résidents (les héritages, les formes actuelles et les usages de cette ruralité)? En quoi la ruralité fonctionne-t-elle comme un nouveau marqueur territorial métropolitain ?

Carte n°1 : Les disparités socio-économiques dans la péninsule du Cap : proportion des foyers disposant des plus faibles revenus et d'un habitat informel

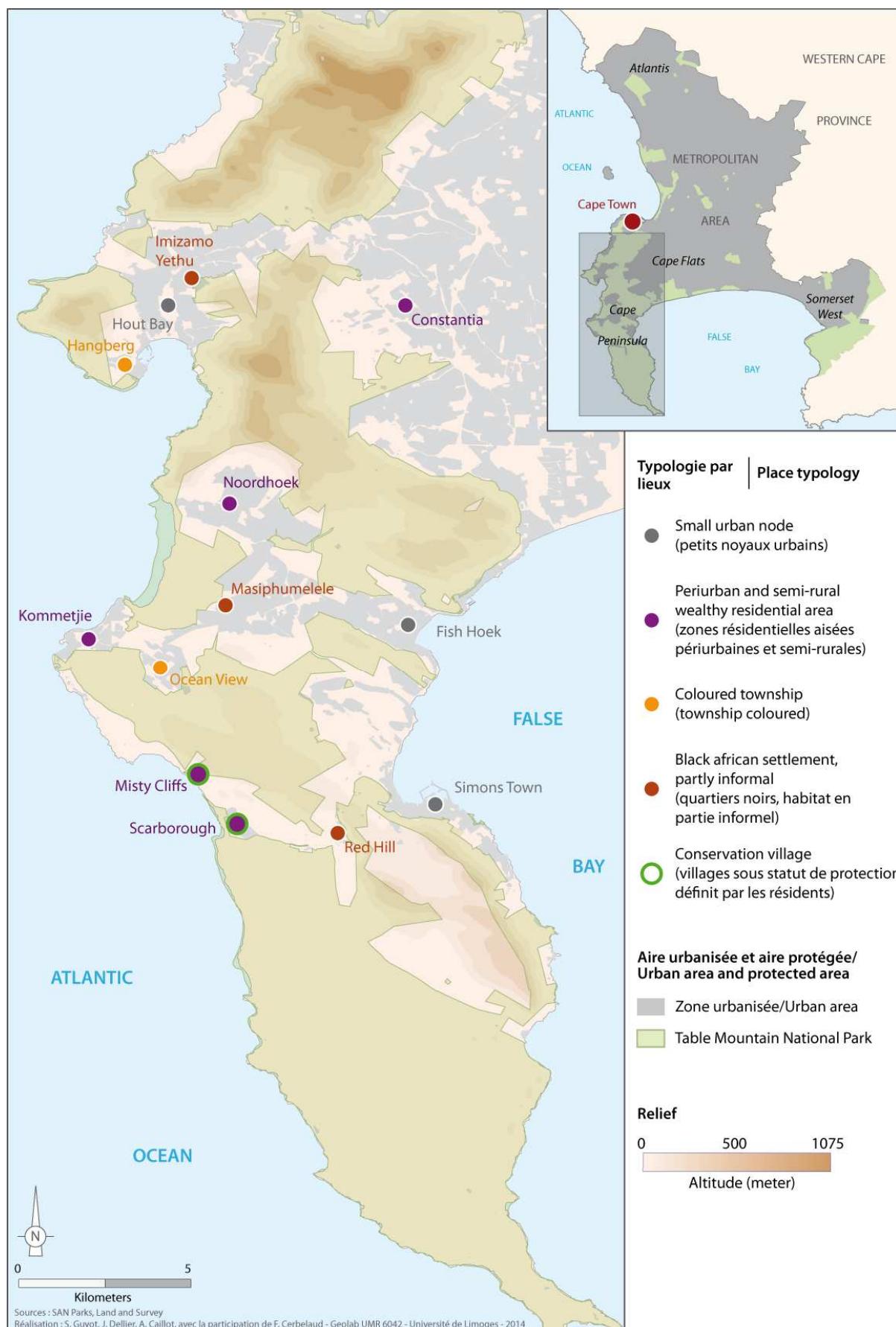


1/ Une nouvelle géographie rurale de la Péninsule du Cap

En Afrique du Sud, la péninsule du Cap est le premier territoire colonisé par les Blancs au XVII^e siècle. Au nord de la Péninsule s'est développée la ville du Cap, aujourd'hui une des trois grandes métropoles sud-africaines. Le centre et le sud de cette Péninsule échappent encore aujourd'hui strictement au continuum urbain et constituent plutôt un espace péri-métropolitain, d'aspect souvent semi-rural. Ce dernier (carte n°2) est constitué de petits noyaux urbains (Hout Bay, Fish Hoek, Simons Town), d'une zone d'habitat périurbain et semi-rurale très résidentielle (Noordhoek, Scarborough...) – parfois agricole (vignobles de Constantia) –, ponctuée

de deux townships coloured (Hangberg et Ocean View) et de plusieurs zones d'habitat africain en partie informel (Imizamo Yethu, Masiphumelele, Red Hill).

Carte n°2 : Typologie des espaces résidentiels dans la péninsule du Cap



1.1. Héritages péninsulaires : étalement urbain et ruralité en débat

La protection de la nature sur la Péninsule du Cap, et sa proximité avec une métropole multimillionnaire expliquent en partie la tension actuelle existant entre une volonté de limiter certaines formes d'urbanisation, et un processus d'installation de populations de couleurs défavorisées. L'attractivité de la Péninsule rend l'urbanisation "par le haut" inéluctable. Cependant, bien que les prix du foncier rendent plus compliqués de nouvelles arrivées de populations défavorisées, il persiste un risque réel d'invasions foncières illustré par Imizamo Yethu (Hout Bay) ou Masiphumelele (Kommetjie). Se pose ainsi la question de l'urban sprawl (étalement urbain), pendant ou repoussoir de la ruralité, en fonction de la représentation que les populations peuvent s'en faire. Alors qu'elle est un aspect critiqué du développement de la ville d'apartheid, la notion d'urban sprawl est aujourd'hui employée par l'ensemble des représentants d'associations de résidents interviewés pour désigner le péril représenté par l'arrivée de populations africaines du Cap Oriental sur la Péninsule. Le même dédoublement de sens s'opère pour la notion de ruralité qui passe d'une signification péjorative désignant le style de vie africain dans les Bantoustans à un nouvel idéal pseudo-« campagnard » métropolitain teinté d'européanité. Le statut de territoire d'administration rurale de la Péninsule pendant l'apartheid (DIVCO, voir plus loin) et l'interdiction de résidence des populations africaines expliquent en partie ce glissement de perspectives.

En effet, la Péninsule du Cap est un archétype des politiques de division raciale du régime d'apartheid. Ce territoire était sous l'apartheid presque exclusivement réservé aux populations blanches, au titre du Group Areas Act (1950). Ainsi, les Africains sont interdits de résidence sur la péninsule, en particulier ceux de Luyolo (à proximité de Simons Town) expulsés en 1965 (Guyot et al., 2014). Quant aux Coloureds, ils vont être regroupés dans deux townships d'Hangberg et d'Ocean View construits en 1968. Ces déplacements des populations coloured vont déposséder des dizaines de familles de leur style de vie « campagnard » dans des exploitations agricoles localisées dans les campagnes péninsulaires (Haysom, 2007 ; Trotter, 2002 ; Heiss,

2001). Ce déni de ruralité coloured permet ainsi aux Blancs de contrôler totalement les espaces ruraux péninsulaires dans les années 1970. Les chaînes montagneuses de la Table et de la Péninsule et les littoraux découpés servent de décor à une mosaïque d'espaces ruraux viticoles, pastoraux et résidentiels possédés par de riches propriétaires blancs.

La majorité du territoire de la Péninsule est alors administrée par le Divisional Council (DIVCO, créé en 1855) puis par les Regional Service Council (RSC) de 1985 à 1995, qui sont des autorités d'administration rurale durant la période d'apartheid. Au sein du territoire péninsulaire du DIVCO, plusieurs localités rurales, sortes de villages d'habitat dispersé, possèdent aussi leurs propres conseils locaux : Llandudno, Hout Bay, Constantia, Noordhoek, Kommetjie et Scarborough. Ceci implique un très fort attachement de ces habitants à leur structure locale. Dès la fin de l'apartheid, la Péninsule est progressivement intégrée au sein de l'autorité métropolitaine du Cap, au corps défendant des résidents qui créent en réaction plusieurs associations de contribuables (voir tableau n°1).

Un nouveau front d'urbanisation postapartheid voit alors l'arrivée de populations essentiellement africaines (Xhosas et étrangères) sur la Péninsule. L'installation résidentielle des employés de maison, issus des populations africaines, devient une nécessité, compte tenu des difficultés de liaison entre la ville du Cap, les Cape Flats⁴ et la péninsule. Cette nouvelle urbanisation prend à revers les inégalités spatiales passées, mais les conditions de son développement entre informalité, précarité sanitaire et perpétuation d'un travail sous-payé, en font plutôt un pis-aller.

Les premières arrivées sur le site de Masiphumelele (carte n°3), débutent dans les années 1980. "In the early 1980s a group of 400-500 people started the informal settlement in the area where the Longbeach Mall is located, close to where Masiphumelele is today. They came from Khayalitsha, Nyanga and Langa townships,

⁴ Les Cape Flats, qui s'étendent sur la plaine côtière au sud-est du Cap, ont été utilisés par le pouvoir d'apartheid comme zone d'implantation des populations non blanches et restent aujourd'hui marqués par cet héritage, de nombreuses extensions informelles s'étant greffées aux *township* planifiés durant l'apartheid.

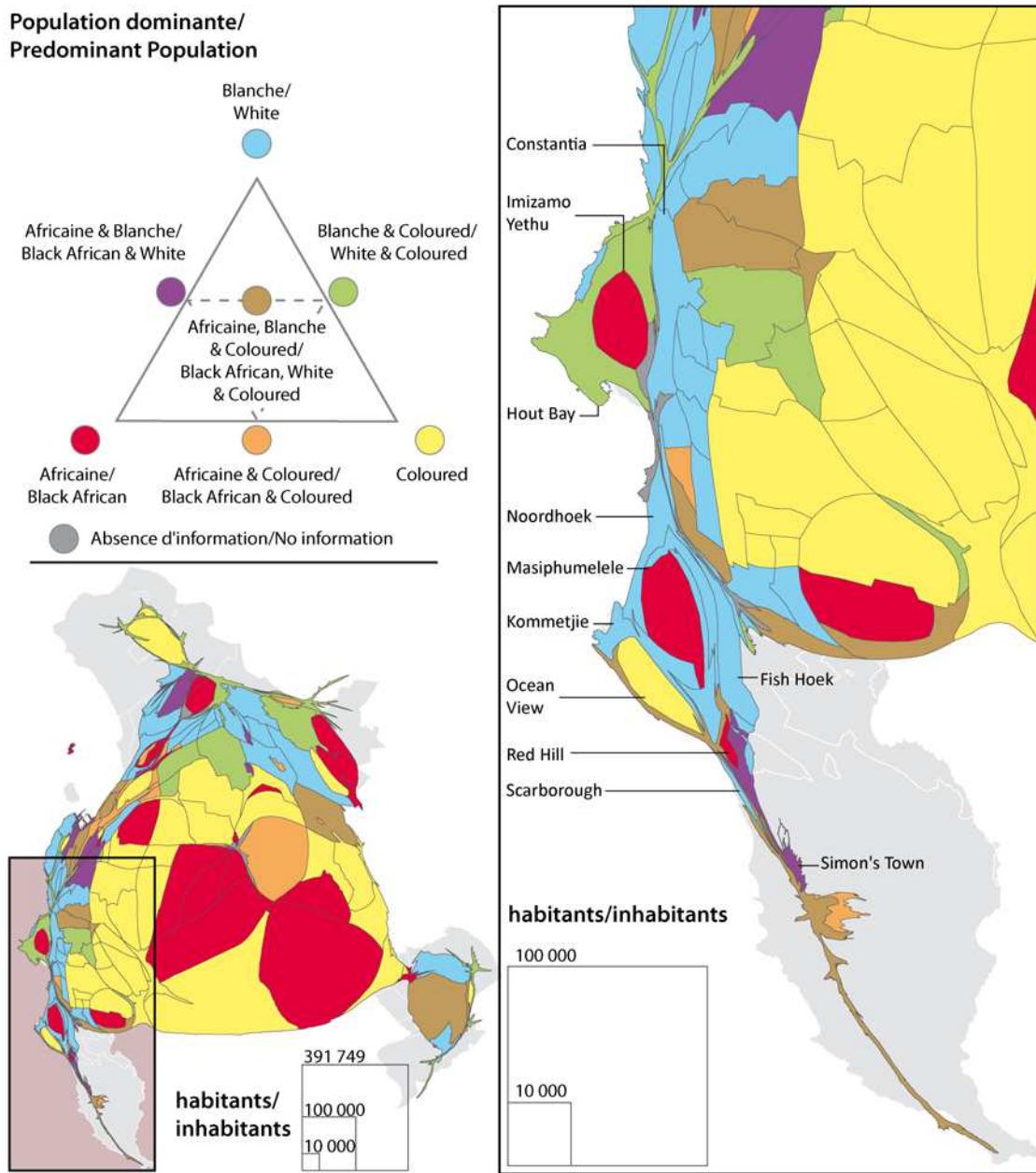
more than 30 kms away. At first there were no facilities – no streets, water or toilets⁵."

Une partie de cet habitat va être formalisé au début des années 1990 grâce à l'action d'ONG caritatives. Le même processus va avoir lieu dans le même temps à Imizamo Yethu sur les pentes d'Hout Bay.

La croissance d'Imizamo Yethu et de Masiphumelele a bouleversé les équilibres démographiques entre Blancs, Coloureds et Africains sur la Péninsule. Ainsi, lors du recensement de 1996 on comptait seulement 14 000 Noirs, alors qu'ils sont près de 50 000 au recensement de 2011 (carte n°3). Nombre d'anciens résidents blancs s'inquiètent de cette nouvelle promiscuité urbaine et se saisissent d'un renouveau de « leur » ruralité héritée comme d'un possible rempart.

⁵<http://www.scenicsouth.co.za/civic-community/our-communities/masiphumelele>, accédé le 30/05/2013.

Carte n°3 : carte en anamorphose de la population de la péninsule du Cap par suburb en 2011.

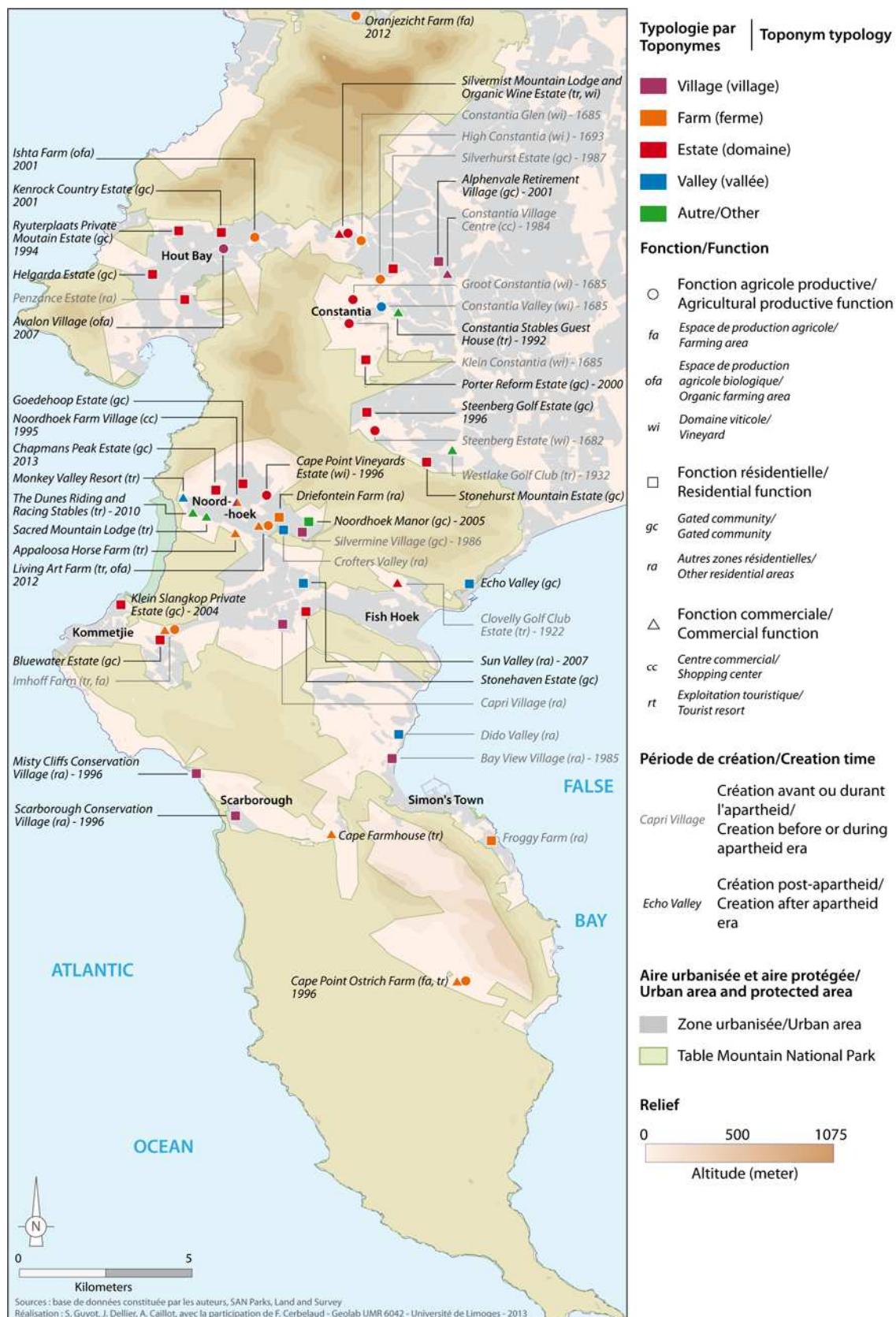


1.2. Dynamiques spatio-temporelles de la nouvelle ruralité péninsulaire

La carte n°4 localise de manière diachronique l'ensemble des toponymes à consonance rurale utilisés actuellement sur ce terrain. Villages, exploitations agricoles

(farms), domaines (estates) et vallées (valleys) sont les principaux termes « ruralophones » employés. Ces toponymes relèvent de la géographie rurale sud-africaine blanche et se retrouvent au cœur des régions agricoles de production fruitière ou viticole des montagnes de la Province du Cap de l'Ouest (Franshoek, Paarl, Ceres, Montagu). Ils font référence à l'histoire, au bâti, au paysage et à la nature. L'espace péninsulaire est caractérisé par plus d'une cinquantaine de ces toponymes, ce qui révèle une volonté importante d'identification à la ruralité de la part d'acteurs variés : résidents, entrepreneurs, exploitants, élus, etc. Un tiers de ces dénominations ont été données pendant la période coloniale ou d'apartheid, et les deux tiers ensuite (recensement des auteurs, cf carte n°4). Il s'agit donc bien d'un espace où la ruralité s'impose comme une construction surtout contemporaine, en utilisant les nombreux héritages historiques comme facteurs de légitimation.

Carte n°4 : l'utilisation de toponymes ruraux dans la Péninsule du Cap



Le terme « estate » est celui qui revient le plus dans les dénominations, pour désigner des domaines viticoles, avant l'apartheid, et des « gated communities », après l'apartheid. Ces dernières s'organisent à la manière de domaines résidentiels renvoyant au patrimoine rural ou naturel de la péninsule par le recours à l'esthétique architecturale Cape Dutch ou à des essences floristiques indigènes pour la mise en valeur des extérieurs (Kenrock Country Estate à Hout Bay). Suit le terme de « farm », qui opère un glissement de la fonction agricole (Ishta Farm) à la fonction commerciale (Imhoff Farm, voir photo n°1), et sert de vecteur au marketing touristique péninsulaire (Cape Farmhouse). Le terme de « village » n'est utilisé qu'une dizaine de fois, mais désigne des opérations résidentielles parfois importantes (Silvermine Village à Noordhoek). Il désigne tantôt un centre commercial, structurant d'un point de vue territorial (Constantia et Noordhoek), tantôt des villages stricto sensu (Misty Cliffs et Scarborough). Les autres termes recouvrent une plus grande diversité de situations : valleys, stables, etc.

Photo n°1 : Imhoff Farm, la fonction productive comme alibi d'un développement commercial tous azimuts : restaurant, artisanat, promenades à dos de chameaux, parcs à thèmes (clichés des auteurs, 2013)



Constantia apparaît comme le cœur historique de cette ruralité. C'est au sein de cet espace que l'on trouve le plus de toponymes datant de la période coloniale pré-apartheid, avec une domination du terme « estate » qui caractérise essentiellement les vieux domaines viticoles. Les habitants de Constantia vont donc jouer sur cette supposée authenticité de leur ruralité. Noordhoek, en revanche, est l'archétype même du processus de résurgence rurale. C'est ici que l'on trouve le plus de dénominations « ruralophones » post-apartheid recouvrant tout le spectre typologique étudié (villages, estates, farms) et bien représenté par Noordhoek Farm Village. Ce dernier s'impose aujourd'hui comme le cœur commercial et touristique de cet espace. Il est d'ailleurs bien décrit par le guide touristique Lonely Planet comme un « faux-village »

(sic)⁶. De fait, le Noordhoek Farm Village, dont la construction remonte à 1995, emprunte tous les codes de l'architecture Cape Dutch (fronton proéminent décoratifs, murs blanchis à la chaux) tout en les travestissant (toits de tôle en lieu et place de toits de chaume, pelouses artificielles) (photo n°2). Ainsi, à Noordhoek, la mobilisation d'une certaine idée de la ruralité sert d'argument pour préserver les niveaux élevés du foncier, liés à une qualité de vie sans équivalent sur la péninsule du fait des aménités naturelles offertes. Hout Bay comprend aussi une grande majorité de dénominations « ruralophones » post-apartheid, nettement spécialisées dans la fonction résidentielle, avec l'utilisation dominante du terme « estate » pour nommer des « gated communities », qui empruntent parfois d'autres mots évocateurs du paysage environnant (Ryuterplaats Private Mountain Estate). Kommetjie et surtout le sud de la péninsule recouvrent une plus grande diversité de situations chronologiques, toponymiques et fonctionnelles, à l'image d'un espace toujours le moins urbanisé de la péninsule. Au-delà de la terminologie toponymique, cette quête de ruralité, entre pseudo authenticité et artificialité, revêt des formes complémentaires, allant des représentations paysagères aux archétypes architecturaux.

⁶ <http://www.lonelyplanet.com/south-africa/cape-town/restaurants/deli/noordhoek-village-farmstall>, accédé le 13/11/2013.

Photo n°2 : Architecture d'inspiration Cape Dutch et pelouses artificielles : l'esthétique du « village » jusqu'à la caricature (Noordhoek Farm Village, clichés des auteurs, 2013)



1.3. La construction d'une néo-ruralité

L'identité rurale de la Péninsule du Cap s'appuie sur la persistance d'espaces agricoles productifs (Caillot, 2013), bien que les pratiques et les productions aient connu de profondes mutations depuis la fin de l'apartheid. Hormis les domaines viticoles de Constantia, qui peuvent se prévaloir d'une réputation historique, la majorité des autres domaines sont apparus après 1995. Pour le reste, les exploitations consacrées à l'élevage ont pour certaines disparu, remplacées par des développements résidentiels ou des productions de niche (maraîchage biologique, élevage d'autruches...) : Cape Point Vineyards créé en 1996, Avalon Village en 2007 ou encore Living Art Farm en 2012 (carte n°4). Ou bien elles se sont adaptées en diversifiant de manière conséquente leur activité à l'image de l'Imhoff Farm (voir photo n°1). Ces mutations, outre le fait d'assurer un renouveau des activités et des paysages agricoles sur la Péninsule, contribuent à assoir l'image d'une ruralité construite autour d'une certaine idée de la qualité de vie (productions locales de qualité : vins, légumes biologiques).

Parallèlement, le développement de zones résidentielles, notamment des « gated communities » depuis la fin de l'apartheid, d'hébergements touristiques et de diverses activités de loisirs (golf, équitation) répond, dans l'ensemble, à un archétype architectural et paysager commun. Les emprunts généralisés à l'architecture Cape Dutch⁷, jusque dans les portes d'entrées des « gated communities » et le recours revendiqué à des plantes endémiques participent en effet à véhiculer une esthétique rattachée aux grands domaines coloniaux, ainsi qu'un sentiment d'unicité et d'authenticité du paysage (Manning, 2004 ; Victor, Fryer, 2008 ; Ballard, Jones, 2011). Ainsi, la « gated community » de Ruyteplaats Estate, sur les hauteurs de Hout Bay, dispose de sa propre pépinière de plantes indigènes et propose à ses résidents une immersion dans un véritable jardin botanique, laissant toutefois une place à quelques espèces exotiques telles que les pins, pourvoyeuses d'aménités paysagères méditerranéennes (photo n°3). Cette « néo-ruralité », utilisée jusqu'à la caricature dans le cas de Noordhoek Farm Village et ses pelouses artificielles (photo n°2), est ici mobilisée au service d'une identité « villageoise » construite en opposition apparente avec la métropole.

⁷ Le style architectural Cape Dutch est typique de la colonie du Cap au 17^{ème} siècle, les canons de ce style reposent sur la mise en valeur de fronton décoratif, la peinture des murs à la chaux et le recours à des toits de chaume.

Photo n°3 : Allées du Ruyteplaats Estate sur les hauteurs d'Hout Bay, entre résidentiel haut de gamme et jardin botanique (clichés des auteurs, 2013)



Cependant, sur le plan paysager, les derniers développements résidentiels ou touristiques prennent place en périphérie des localités, où ils investissent des sites en position dominante dotés de panoramas de qualité. C'est le cas de Monkey Valley Resort, à l'aplomb de la plage de Noordhoek, où des toits de chaume dominent le tissu résidentiel peu dense de l'ouest de la localité (photo n°4). Paradoxalement, à force de chercher à se singulariser, notamment par la conquête des sites offrant les panoramas les plus attractifs, plutôt qu'à se fondre dans ce cadre paysager, ces nouveaux développements tendent à compromettre l'authenticité recherchée.

Photo n°4 : vues depuis la Chapman's Peak Road : le tissu résidentiel lâche de Noordhoek (photo de gauche) et le Monkey Valley Resort devant la plage de Noordhoek (photo de droite) (clichés des auteurs, 2013)



D'autres représentations, mêlant ruralité et contexte péninsulaire, sont également convoquées par les habitants. Il s'agit en l'espèce de développer l'image de bout du monde, favorisée par la localisation géographique et renforcée par le relatif isolement offert par les reliefs de la Péninsule. Cette valorisation des confins présentés comme préservés, sauvages, légitime une volonté de ségrégation organisée par les résidents afin d'éviter toute forme d'urbanisation. La revendication du statut, non officiel, de Conservation Village par Scarborough et Misty Cliffs, illustre cette affirmation d'une spécificité géographique et d'une richesse écologique (photo n°5).

Photo n°5 : Misty Cliffs, village du bout du monde ou lieu de villégiature chic pour riches Capétiens ? (clichés des auteurs, 2013)



2/ La ruralité, un nouveau marqueur territorial métropolitain ?

Dans la Péninsule du Cap, chaque localité dispose d'une ou plusieurs associations de résidents ayant pour vocation de s'inviter dans la gouvernance participative locale en tant que groupe de pression, que ce soit à l'occasion des consultations publiques organisées lors de la constitution des documents d'aménagement (City of Cape Town (a), 2011) ou dans le cadre de revendications plus spécifiques et localisées, voire nimbystes. Les minutes des consultations publiques relatives au Southern District Plan de 2011 (City of Cape Town (b), 2011) sont ainsi riches d'enseignements. Les associations de résidents sont en effet très représentées dans le volume dévolu aux commentaires. Elles développent un important argumentaire, tant sur le plan des impacts environnementaux de l'urbanisation, que sur l'encadrement de futurs projets d'urbanisation. Plus précisément, ces associations entendent démontrer l'existence d'une identité péninsulaire, distincte de celle de la ville du Cap stricto sensu, qu'il conviendrait de défendre face au processus de métropolisation en cours. Certains éléments sont ainsi communément mobilisés tels que la cohérence architecturale autour du modèle Cape Dutch, la faible densité d'urbanisation, la présence d'espaces

agricoles productifs et un lifestyle perçu comme « villageois » et de qualité du fait des nombreuses aménités naturelles offertes par cet espace.

A cet égard, l'intégration de la Péninsule dans l'organisation métropolitaine est considérée comme un danger potentiel par les résidents. Le caractère récent de ces associations, toutes nouvellement créées à l'exception de celle de Kommetjie, est d'ailleurs révélateur de cette mobilisation face à la restructuration post-apartheid des découpages administratifs de la Péninsule (tableau n°1). Le refus d'une mainmise territoriale par des acteurs extérieurs à la Péninsule ne vise pas seulement le pouvoir métropolitain. Cette même défiance est exprimée envers SANParks (l'autorité de gestion du parc national de la Montagne de la Table) par un certain nombre d'associations qui s'intéressent à la protection du patrimoine naturel et en particulier à la gestion des plantes invasives.

Sur le plan de l'urbanisme, ces associations partagent une même vision alarmiste quant à l'urbanisation rampante de la Péninsule. La consommation rapide du foncier et la transformation progressive des localités de la Péninsule en banlieues résidentielles du Cap, essentiellement dues à l'installation de populations aisées, sont combattues par ces associations : les interventions des associations de résidents relevées lors des échanges sur le Southern District Plan (City of Cape Town (b), 2011) montrent que cette opposition relève de deux logiques de défense distinctes incarnés par les exemples de Constantia et de Noordhoek.

Tableau n°1 : défense de la ruralité péninsulaire par les associations de résidents (source : enquête associations locales)

Nom de l'association	Territoire concerné & date de création	Objectifs revendiqués	Problèmes pour le futur de la péninsule	Avis sur la métropole du Cap
Noordhoek Conservancy	Noordhoek 2004	Gouvernance locale et protection du	Congestion des infrastructures	Avis mitigé, mais la Péninsule a beaucoup perdu lors de son

		caractère rural	s de transports	intégration dans une structure métropolitaine plus vaste.
Hout Bay & Llandudno Heritage Trust & Hout Bay and Llandudno Environmental Conservation Group	Hout Bay & Llandudno 1996	Gouvernance locale et protection du patrimoine naturel et culturel	Habitat informel, chômage, criminalité et infrastructure de transports	L'échelle de la structure métropolitaine n'est pas la bonne. Milite pour une municipalité qui comprendrait seulement la Péninsule (le territoire de l'ancien DIVCO, ndla).
Kommetjie Residents and Ratepayers Association	Kommetjie 1940	Gouvernance locale	Urbanisation	Un niveau de gouvernance plus restreint permettrait de mieux servir les populations locales
Misty Cliffs Village Association	Misty Cliffs 1996	Gouvernance locale et mise en place du statut de « conservation village », protection du caractère rural	Urbanisation	Une grande structure métropolitaine ne permet pas de comprendre les problèmes spécifiques de notre village.
Red Hill Conservation	Red Hill – rural	Conservation de la	Mauvaise gestion des	Avis négatif sur une structure

Non Group	Red Hill Landowner Conservation Group en 1993, et prend son nom actuel en mai 1998	biodiversité autochtone des propriétés privées de Red Hill – à travers un réseau de réserves naturelles privées - et éradication des plantes exotiques	actions d'éradication des plantes exotiques, ces dernières servant de faire valoir à des développements	métropolitaine corrompue – qui a fortement augmenté un impôt foncier inexistant du temps du Div Co. Son objectif principal reste le développement et l'urbanisation des terrains soi-disant restés vacants.
Constantia Properties Owners' Association	Domaines viticoles de Constantia (sauf Steenberg) et quartiers résidentiels voisins 2003	Gouvernance locale et protection d'un environnement historique et culturel. Assurer une sécurité et porter la voix des résidents auprès des élus.	Urbanisation, altération du paysage, criminalité	Avis positif sur la politique menée par la ville du Cap. Opposition ouverte aux projets menés par l'ANC (logements sociaux) ainsi que par SANParks (protection de la flore endémique passant par des programmes de déforestation au profit du Fynbos).
Scarborough Residents and Rate Payers	Scarborough 2006	Gouvernance locale, mise en place du statut de « conservation	Habitat Informel, Urbanisation.	Vue comme une menace, Scarborough étant le dernier bastion rural et alternatif de la

		village », protection du patrimoine naturel et rural.		Péninsule non encore transformé en banlieue résidentielle du Cap.
--	--	---	--	---

2.1. Constantia, la défense de l'entre-soi par la patrimonialisation

La première logique, plutôt présente au nord de la Péninsule (Constantia, Hout Bay & Llandudno), dans des quartiers inscrits dans la continuité du tissu urbain métropolitain, cherche essentiellement à freiner l'installation de foyers à faibles revenus. Ceux-ci sont, aux yeux des associations de résidents, responsables d'une dénaturation du cadre de vie du fait de leur plus grande densité et d'une architecture plus hétéroclite. La notion de village et le recours au patrimoine culturel se trouvent ici utilisés pour justifier l'opposition au développement d'habitats bon marché et, par ricochet, à l'installation de nouvelles familles noires et pauvres dans ces quartiers à dominante blanche et aisée (Pape, 2003). Si cet objectif est atteint pour Constantia, ce n'est pas le cas pour Hout Bay où la coexistence entre les habitants d'Imizamo Yethu (habitat informel africain) et ceux des quartiers riches s'avère conflictuelle (Monaco, 2008; Swanepoel, 2013).

Constantia est un quartier situé sur le versant oriental de la Montagne de la Table. Sa population est majoritairement blanche (75 % des résidents) et très aisée. Ainsi, 37 % des foyers disposent d'un revenu mensuel supérieur à 52 201 ZAR (5 000€) contre seulement 5 % à l'échelle de l'aire métropolitaine du Cap. Cette particularité s'explique à la fois par l'histoire du quartier, marqué par la présence des domaines viticoles éponymes qui ont participé à forger l'identité de ce quartier résidentiel de la bourgeoisie capetonienne, mais aussi par l'exclusion progressive des populations ouvrières non blanches, ici essentiellement coloured. La politique de ségrégation raciale durant l'apartheid puis des logiques individuelles de relégation vers les

péphéries plus lointaines des ouvriers agricoles coloured⁸ ont ainsi contribué à façonner une recomposition sociale en faveur des plus riches.

Les efforts politiques déployés par des associations de résidents (dont la Constantia Properties Owner's Association, CPOA), afin de faire reconnaître la valeur patrimoniale d'un quartier adossé aux domaines fondateurs du vignoble sud-africain (Rouvellac et al., 2012), s'inscrivent pleinement dans cette logique de défense d'un entre-soi réservé aux plus riches. Le discours développé, notamment lors des négociations autour du Southern District Plan, pointe dans un premier temps la dégradation continue du caractère rural de Constantia par des développements récents qui ne respectent pas l'unité architecturale du lieu (Manning, 2004). Ce faisant, la CPOA cherche à faire entériner un certain nombre de contraintes, et notamment le respect de normes architecturales haut de gamme pour tout nouveau projet de constructions. Parallèlement, la CPOA lutte contre la possibilité de subdivision des parcelles existantes en plusieurs lots constructibles. En effet, au-delà de la présence de nombreux espaces verts, Constantia, avec une superficie moyenne de 2 000 m² par parcelle, a la plus faible densité des quartiers de la métropole - à l'exception des localités du sud de la Péninsule. Ce cadre paysager, dont les codes puissent pour l'essentiel dans la période coloniale, est également défendu à travers l'opposition de la CPOA au programme de coupes des plantations « exotiques » de pins, chênes et eucalyptus dans le cadre d'un programme de restauration du fynbos⁹ conduit par SanParks. Enfin, la CPOA a activement soutenu la candidature du domaine viticole historique de Groot Constantia¹⁰ auprès de l'UNESCO en 2005 au titre du patrimoine culturel dans l'espoir de voir ainsi légitimer son action en faveur d'une "mise sous cloche" de Constantia.

⁸ A l'image du déplacement des ouvriers agricoles du domaine de Steenberg, autrefois logés sur le domaine même, donc à Constantia, et aujourd'hui déplacés à Westalke, au sein des Cape Flats.

⁹ Le fynbos est l'appellation générique de différentes formes de maquis présentant une biodiversité extrêmement riche. Ces formations sont en effet composées en grande partie d'espèces endémiques à la région floristiques du Cap.

¹⁰ Le domaine Groot Constantia est issue du partage de la propriété du commandeur du Cap puis gouverneur de la colonie néerlandaise du Cap Simon Van der Stel qui participa à faire de Constantia le berceau du vignoble sud-africain.

2.2. Noordhoek : *wilderness* et aménités « *villageoises* »

La seconde logique de défense est plutôt représentative du sud de la Péninsule (Noordhoek, Kommetjie, Misty Cliffs, Scarborough). Elle prend place dans un espace géomorphologiquement séparé du reste de la métropole par des massifs montagneux. Ainsi, seuls trois axes routiers, dont un à péage, assurent la liaison entre le sud de la Péninsule et le reste de la métropole. Ce relatif isolement, à l'origine du différentiel d'urbanisation entre Nord et Sud, est plus récemment devenu un facteur d'attractivité mais a dans le même temps suscité une logique de différenciation et de refus d'assimilation à l'espace métropolitain (voir tableau n°1).

Noordhoek, sur la côte ouest de la Péninsule, compte une population essentiellement blanche et aisée, en essor récent dû à la proximité du Cap. Cette évolution démographique est à l'origine de nouveaux projets de développement à la fois commerciaux et touristiques qui font l'objet d'une forte opposition. Ainsi, des associations de résidents, tel que le Noordhoek Environmental Action Group (NEAG), mettent en œuvre différentes méthodes de contestation, de la simple pétition à l'assignation en justice¹¹, qu'il s'agisse d'un projet de nouveau parking pour un centre commercial ou de la mise en place d'activités événementielles dans un domaine viticole. Plus globalement, ces associations capitalisent sur les limites du développement de la Péninsule au regard du manque d'infrastructures existantes. Dans un contexte de tensions sur le marché foncier, elles militent pour un plus grand contrôle local. A ce titre, les associations de résidents du sud de la Péninsule se distinguent selon qu'elles adoptent une inclinaison plus environnementaliste ou plus agricole, privilégiant soit la préservation et la renaturation de la Péninsule - à travers la création de réseaux de réserves naturelles privées sur les propriétés comme autour de Red Hill pour lutter contre la prolifération des plantes invasives-, soit la protection des terres agricoles productives dans le cadre d'une agriculture de proximité - à travers la création d'exploitations alternatives comme Avalon Farm à Hout Bay ou Art Living Farm à Noordhoek (Caillot, 2013)..

¹¹ Pour plus de détails voir <http://www.neag.org.za/>, accédé le 26 juin 2014.

Le stade ultime à atteindre pour les autres associations de résidents est le statut de « conservation village », revendiqué par les habitants de Misty Cliffs et de Scarborough, mais non officiellement acté par l'autorité métropolitaine ; il s'accompagne d'un arsenal de mesures restrictives pour toute nouvelle construction (zonage, règles architecturales, mesures environnementales). La défense de l'entre-soi « villageois » va même plus loin avec des directives concernant l'éradication stricte des plantes invasives (sur les alien plants et la construction d'une identité nationale post-apartheid voir Giraut et al., 2005) et la régulation des pratiques de loisirs en pleine nature éditées par la Misty Cliffs Village Association¹².

2.3. La portée territoriale des actions menées par les associations de résidents

Les objectifs poursuivis par les associations de résidents actives sur la Péninsule du Cap ont une portée territoriale évidente versée dans la critique d'un pouvoir métropolitain trop éloigné des enjeux du localisme. Ces associations militent toutes, à des degrés divers, pour influencer les décisions d'une gouvernance locale confisquée par l'autorité métropolitaine à la fin des années 1990, en investissant la sphère de la participation politique (sur Johannesburg voir Bénit-Gbaffou Claire et al., 2012) elles organisent de nombreuses réunions publiques, et en commentant les différents documents d'urbanisme et de planification. La référence faite aux localités historiques dans les différentes dénominations des associations (Constantia POA, Hout Bay RRA, Noordhoek C, Kommetjie RRA, Scarborough VA, etc.) est un héritage des conseils locaux (local councils) actifs du temps de l'apartheid, au sein de l'autorité rurale du DIVCO.

Les découpages post-apartheid en arrondissements (wards) n'ont pas totalement permis de ménager cet héritage aux yeux des résidents. Le ward en Afrique du Sud, en tant qu'échelon de base de la géographie politique post-apartheid sud-africaine, combine une représentation politique avec le conseiller d'arrondissement élu tous les 5 ans, et un processus de participation réalisé au sein du ward committee. Lors des découpages d'arrondissements les résidents ont tenté d'éviter de perdre leur

¹² (<http://www.mistycliffs.org.za/>).

« cohésion » spatiale. L'importance des territorialités au sein des wards est bien discutée par Gervais-Lambony (2008).

Si le découpage transitoire de 1996 a permis d'adoindre un ward distinct par localité historique (en l'associant chacun à une zone d'habitat non blanc), les redécoupages métropolitains de 2001 puis de 2013 ont des contours sensiblement différents (carte n°5). Dans ces deux scenarii, Hout Bay et Constantia ont pu conserver leur cohérence territoriale (wards 74 et 62), voire leur exclusivité socio-raciale pour cette dernière. En revanche, le sud de la Péninsule s'est vu imposer un certain nombre de regroupements lors du dernier redécoupage de 2013, notamment le rattachement d'Ocean View, township coloured proche de Kommetjie, à Simons Town (ward 61).

Carte n°5 : Démarcations politiques et de planification dans la Péninsule du Cap

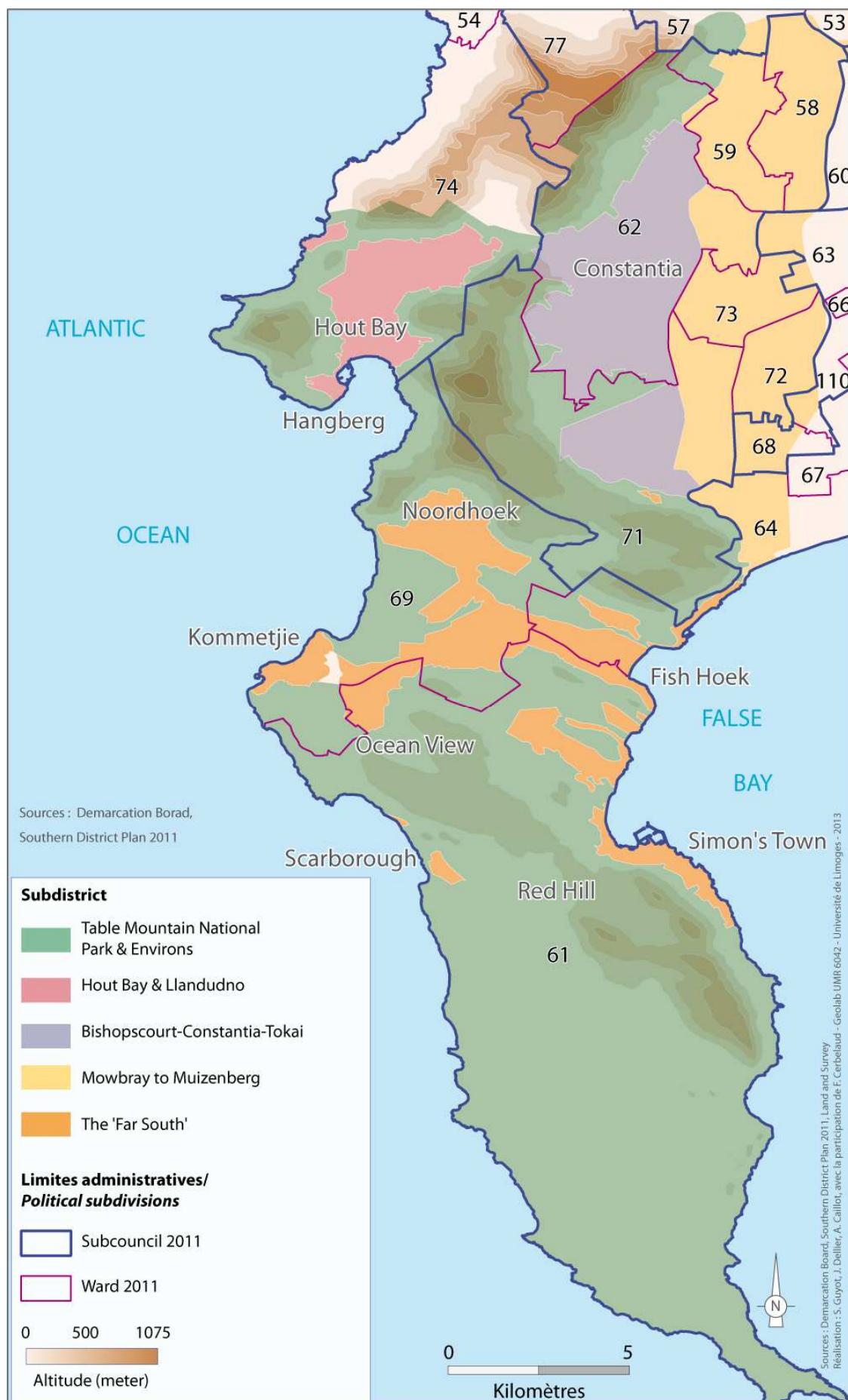


Tableau n° 2: emboîtement des découpages « politiques » versus découpages « de planification» dans la Péninsule du Cap

Découpage aménagiste (loi d'apartheid LUPO 1985 ¹³) Découpage politique (loi post-apartheid, plusieurs phases 1996, 2001, 2013 ¹⁴)	Planning District [district de planification] (échelon d'aménagement métropolitain)	Planning Subdistrict [sous-district de planification] (sous-échelon d'aménagement) Référent spatial possible des associations de résidents	Suburb [quartier] (plus petite unité de base urbanistique, anciennes localités d'apartheid) Référent spatial possible des associations de résident
City of Cape Town [métropole]	8 districts (de A à H) La péninsule est localisée dans le district « H »	Plusieurs sous-districts par districts, 5 pour le district « H »	Le quartier est la base géographique métropolitaine et correspond à un ensemble bâti homogène et spatialement différencié.
Subcouncil [sous-conseil] (échelon de déconcentration métropolitaine)	Plusieurs sous-conseils au sein d'un district de planification	Plusieurs sous-districts au sein d'un sous-conseil	Plusieurs quartiers au sein d'un sous-conseil
Ward [arrondissement]	Plusieurs	Non	En général il y a

¹³http://www.capetown.gov.za/en/planningandbuilding/Publications/Documents/Land_Use_Planning_Ordinance_No_15_of_1985.pdf, accédé le 9 juillet 2014.

¹⁴ <http://www.demarcation.org.za/>, accédé le 9 juillet 2014.

<p>(reflète une volonté de mixité socio-raciale post-apartheid)</p> <p>Référent spatial des élus de l'arrondissement [50% du conseil municipal]</p>	<p>arrondissements au sein d'un district de planification</p>	<p>concordance spatiale entre les arrondissements et les sous-districts (sauf pour Constantia et Hout Bay, dans une certaine mesure)</p>	<p>plusieurs quartiers, socialement et racialement différenciés au sein d'un arrondissement.</p>
<p>Voting district [bureaux de vote]</p> <p>(plus petite unité de base électorale. plusieurs bureaux de vote par arrondissement)</p>			<p>Plusieurs quartiers au sein d'un même bureau de vote ou plusieurs bureaux de vote pour un même quartier (en fonction de la densité)</p>

Les découpages des sous-districts métropolitains de planification expriment le même type de logique territoriale. Constantia et Hout Bay possèdent chacun leur propre sous-district d'aménagement et d'urbanisme (en rose et mauve sur la carte n°5), alors que le sud de la Péninsule est composé d'un seul et même sous-district discontinu (The Far South, en orange sur la carte) malgré la diversité des profils des localités qui le composent. Les visions développées par le dernier document de planification métropolitain (City of Cape Town (a & b), 2011) vont en partie dans le sens des revendications des associations de résidents étudiées, manière pour l'autorité métropolitaine de ne pas se mettre à dos certains contribuables influents. Ces visions sont respectivement :

"A distinctive area of rural capeness, that celebrates unique valley landscapes, productive lands, living environments, and local recreational and tourism experiences, connected to neighbouring areas and the rest of the city through accessible routes and public transport" pour Constantia; (City of Cape Town (a), 2011, p.122);

"An urban valley area renowned for its natural and cultural beauty, with a well-defined and protected natural environment, and recognised for its distinct semi-isolated valley sense of place and living experiences within the metropolitan region, vibrant tourism and service orientated economy, and with world class natural amenity and historical heritage areas accessible to all city inhabitants" pour Hout Bay (City of Cape Town (a), 2011, p 119) ; et

"An area renowned for its natural and cultural beauty, with a well-defined and protected natural environment, and recognised for its collection of areas of distinct sense of place and urban character, vibrant tourism and service orientated economy, and with world class natural amenity areas accessible to all city inhabitants" pour le Far South. (City of Cape Town (a), 2011, p 133)

Si la possibilité "d'accessibilité par tous les habitants" est explicitée clairement pour les sous-districts d'Hout Bay et du Far South, elle ne l'est pas pour Constantia qui se doit seulement d'être "connectée au reste de la ville" pour les flux de touristes ou de travailleurs, tout en devant conserver "son identité rurale péninsulaire" ("rural capeness"). La vision préconisée pour Hout Bay reconnaît l'importance du patrimoine historique défendu par certains de ses habitants ("historical heritage"). En revanche, la vision correspondant au sous-district du sud de la Péninsule apparaît comme relativement "fourre-tout" et trop peu spécifique pour éventuellement contraindre des projets de développement qui n'iraient pas dans le sens des priorités défendues par certaines associations de résidents. Les découpages politiques, électoraux et d'aménagement semblent finalement aller dans le même sens : statu quo pour le centre de la Péninsule (Constantia et Hout Bay) et plus grande ouverture aux changements pour le sud de la Péninsule. Par conséquent, la portée territoriale des

actions des résidents semble sous-tendue par ces agencements territoriaux édictés par l'autorité métropolitaine.

En effet, à Constantia comme à Hout Bay on peut noter une collusion très forte entre les associations de résidents et les conseillers d'arrondissements. Ainsi, Mmes B et H, élues locales (parti Democratic Alliance) des wards 62 et 74, travaillent de concert avec la CPOA et HBRRA. Quant à la plus grande propriétaire foncière de Constantia¹⁵, membre de la CPOA et de l'association de protection des Constantia Green Belt, elle est très proche à la fois de la conseillère d'arrondissement et de certains services administratifs de la ville du Cap. Elle cherche à éviter le démembrement foncier de Constantia tout en militant pour une ouverture touristique raisonnée. La superposition presque parfaite des périmètres de l'arrondissement, du sous-district d'aménagement et de l'espace d'action des associations permet de faire cause commune et d'avancer certains dossiers. C'est grâce à ce lien politique fort que Constantia a, pour le moment, réussi à éviter la construction de logements bon marché sur un terrain public appartenant au gouvernement provincial¹⁶. Dans ce cas, le vote pour le conseiller d'arrondissement - appartenant pourtant au même parti DA que le maire de la métropole du Cap - s'explique par une logique de localisme.

Dans le sud de la Péninsule, les enjeux sont différents et les liens entre associations et élus apparaissent plus distendus voire critiques. D'une part les associations de résidents et de protection environnementale sont nombreuses et divisées (NC, NEAG, KRRA, MCVA, SVA, RH, etc.) car poursuivant des objectifs divers (gestion des enjeux micro-locaux ou militantisme environnemental), et d'autre part les conseillers d'arrondissements doivent gérer un territoire plus vaste que celui des périmètres associatifs, riche d'enjeux électoraux. Ainsi, compte tenu de la croissance soutenue de la population africaine à Masiphumelele, il existerait une possibilité de bascule de l'arrondissement 69 du DA vers l'ANC lors des prochaines élections locales en 2016. Par conséquent, la conseillère d'arrondissement DA, Mme P, doit gagner des nouveaux soutiens à Masiphumelele et ne peut donc pas répondre à toutes les

¹⁵ Entretien du 8 avril 2014 à Constantia avec N., Alphen Hôtel.

¹⁶ La province est gouvernée par la même mouvance politique que l'arrondissement de Constantia et la ville du Cap, le DA.

sollicitations des associations de résidents blancs. De plus, ces dernières sont partagées entre la nostalgie du localisme passé (NC, KRRA, MCVA, SVA) et le renforcement de la préservation de la nature (NEAG, RH) face à un parc national dont les méthodes sont souvent critiquées (Guyot, Dellier, Cerbelaud, 2014).

La portée politique des associations péninsulaires est donc multiscalaire. Tentées par le localisme face à une autorité métropolitaine lointaine et autoritaire, elles utilisent cependant les outils politiques et de planification métropolitains pour arriver à leurs fins, ou les contournent en s'attaquant directement à la représentation nationale incarnée par le parc.

Conclusion

Le « droit au village » dans la Péninsule du Cap peut se comprendre comme un ensemble de revendications visant à défendre plusieurs types de ruralité, largement héritées, basées sur l'entre-soi et le sense of place, et à réclamer leur protection, extension, institutionnalisation et patrimonialisation. La mobilisation territoriale, autour d'une certaine idée de la ruralité, par les associations de résidents de la Péninsule du Cap a pour objectif principal la défense de cet entre-soi blanc et aisné. Nous avons montré que cette ruralité s'ancrait à la fois dans l'histoire, dans les lieux et dans le paysage de la Péninsule.

La nostalgie du localisme politique au sein d'une autorité de gestion rurale durant l'apartheid, la multiplication post-apartheid des toponymes faisant une référence directe aux villages et à la ruralité et les stratégies de conservation et de renforcement d'un cachet « campagnard » dans le paysage constituent les principaux éléments de cette nouvelle géographie rurale de la Péninsule du Cap. Des stratégies de mobilisation politique sont mises en place par les différentes associations de résidents afin de pouvoir construire, légitimer et défendre la ruralité d'un territoire encore perçu dans un fonctionnement autonome de la métropole du Cap. Si les méthodes de mobilisation politique semblent identiques pour l'ensemble des associations de résidents autour d'une surveillance critique sur les propositions et les documents d'aménagement de la métropole, d'une participation active aux forums

participatifs et de l'organisation de réunions publiques thématiques, en revanche les référents mobilisés et les stratégies d'alliances électorales différent.

Constantia et Hout Bay sont des localités bien connectés au continuum urbain de la métropole et semblent intégrés à sa logique de démarcation politique (wards homogènes) et planificatrice (sous-districts homogènes). Certains de leurs habitants défendent la patrimonialisation de la ruralité contre les autres populations, pauvres et plutôt non blanches, avec le soutien affirmé des conseillers municipaux d'arrondissement. On est là dans une stratégie d'entre-soi, bien intégrée à la politique métropolitaine et qui laisse peu de place aux motivations des populations défavorisées¹⁷. En revanche, les associations de résidents du sud de la Péninsule sont plus nombreuses et diverses, et défendent surtout l'autonomisation rurale par rapport à la métropole et une protection renforcée de la nature face à un parc national souvent éloigné de leurs préoccupations micro-locales. L'évolution viendra probablement du renforcement de la capacité des résidents les plus modestes à faire valoir leurs propres droits à la nature (garantis par un parc national for all et forever, voir Belaidi, 2011) et à la ville, par le biais des ward committees, et à rentrer dans un jeu politique encore trop peu représentatif de la diversité des enjeux, ultime héritage des longues années d'apartheid.

Notes

Les auteurs souhaitent remercier Fabien Cerbelaud pour sa participation à la réalisation des cartes de cet article.

A propos des auteurs : **Sylvain Guyot** est Maitre de Conférences à l'Université de Limoges, UMR GEOLAB

Julien Dellier est Maitre de Conférences à l'Université de Limoges, UMR GEOLAB

Antony Caillot est géographe à l'Université de Limoges.

¹⁷ Sauf quand elles se saisissent des cadres nationaux de la restitution foncière (rétrocession à Constantia en mai 2014 au profit de familles Coloured dépossédées dans les années 1960) ou que certains résidents blancs font sécession [*ce terme est-il le bon ?*]en leur faveur (scission récente d'une des associations de contribuables d'Hout Bay pour y intégrer les résidents les plus pauvres).

Pour citer cet article : Sylvain Guyot, Julien Dellier, Antony Caillot, "« Our rural sense of place » Ruralité et stratégies de défense de l'entre-soi dans la péninsule du Cap (Afrique du Sud)" *justice spatiale | spatial justice*, n° 7 janvier 2015, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

- Ballard Richard, Jones Gareth**, "Natural neighbors: Indigenous Landscapes and Eco-Estates in Durban, South Africa", *Annals of the Association of American Geographers*, 101 (1), pp.131-148, 2011.
- Belaidi Nadia**, « Le Patrimoine mondial pour créer une identité commune dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Exemple de la ville du Cap », in L. Bourdeau (dir.), *Patrimoine mondial et tourisme*, Presses de l'Université Laval, coll. « Patrimoine en mouvement », sous presse, 2011.
- Bénit-Gbaffou Claire et al.**, « Expressions de la xénophobie en réunion publique et construction d'une identité de quartier : le cas de Yeoville, à Johannesburg », *Politique africaine* 3/ 2012 (N° 127), p. 109-133, URL : www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-3-page-109.htm
- Caillot Antony**, « les espaces agricoles sur la péninsule du Cap en Afrique du Sud : acteurs, gestions et interconnexions avec le Parc National de la Montagne de la Table et l'aire métropolitaine », Mémoire de Master 2, Université de Limoges, 2013.
- Cameron Robert**, 'Metropolitan Government Restructuring (and more restructuring) in South Africa', *Public Administration and Development* 25. pp 329-339, 2005.
- Charmes Eric**, *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, PUF, Paris, 2011.
- Chevalier Jacques, Carballo Cristina**, « Fermetures résidentielles et quête de l'entre-soi, entre Nord et Sud des Amériques », *L'Espace géographique* (tome 33), p. 325-335, 2004.
- Christopher Anthony J**, *The atlas of changing South Africa*, Routledge, London, 272 p, 2001.
- City of Cape Town (a)**, Southern District Plan, spatial development plan and environmental management framework, volume 2, strategies, proposals and implementation framework, 170p., 2011
- City of Cape Town (b)**, Southern District Plan, spatial development plan and environmental management framework, volume 3, public comments and responses report, 78p., 2011
- Clinton Victor, Fryer Jocelyn**, "A sense of place: Identity, Community and the Role of Inseparable Location in Contemporary South African Architecture", NMMU's colloquium, 2008.
- De Bruijn Rosalie**, *Claiming the Right to the City: Contesting Forced Evictions of Squatters in Cape Town during the run-up to the 2010 FIFA World Cup*, Master Thesis, University of Amsterdam, 2010.
- DIVCO**, Regional and urban planning, Divisional Council of the Cape, 1973.
- Ducastel Antoine, Anseeuw Ward**, « La libéralisation agricole post-apartheid en Afrique du Sud, nouveaux modèles de production et d'investissement », *Afrique contemporaine*, n° 237, p. 57-70, 2011

Duchemin Eric, « Agriculture urbaine : quelle définition ? Une actualisation nécessaire ? » Accédé le 22 juin 2012 : www.agriurbain.hypotheses.org/2705, 2012.

Future Cape Town, Drawing the line on urban sprawl, Actes de la Conférence "Future Cape Town Summit", mai 2013., 13p, 2013.

Gervais-Lambony, Philippe, « Space Matters: Identity, Justice and Democracy at the Ward Level in South African Cities », Transformation, vol. 66-67, pp. 83-97, 2008.

Gervais-Lambony Philippe, "Nostalgies citadines en Afrique Sud.", EspacesTemps.net, Travaux, <http://www.espacestemps.net/articles/nostalgies-citadines-en-afrique-sud/> 07.05.2012

Gervais-Lambony Philippe, « Conditions spatiales de la démocratie participative. « Meetings » à Vosloorus (Ekurhuleni, Afrique du Sud) », EchoGéo, <http://echogeo.revues.org/13267>, 2012

Giraut Frédéric., Guyot Sylvain., Houssay-Holzschuch, Myriam « La nature, les territoires et le politique en Afrique du Sud », Annales HSS, 60ème année, n°4, pp.695-717, 2005

Giraut Frédéric, Guyot Sylvain, Houssay-Holzschuch Myriam, « Enjeux de mots: les changements toponymiques sud-africains », L'Espace Géographique, 2008-2, pp. 131-150, 2008.

Guyot Sylvain, Dellier Julien et Cerbelaud Fabien, « L'environnement au profit des plus riches ? Construction et hybridation d'un front écologique métropolitain dans la Péninsule du Cap (Afrique du Sud) », VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [Online], Volume 14 Numéro 1 | Online since 10 May 2014. URL : <http://vertigo.revues.org/14660> ; DOI : 10.4000/vertigo.14660

Guyot Sylvain, Rivages zoulous: l'environnement au service du politique en Afrique du Sud, Karthala, Paris, 256 p, 2006-a

Guyot Sylvain, « Le nouvel ordre territorial sud-africain », Études, 405, pp.165-177, 2006-b

Haysom Simone, "Constantia to Grassy Park: blamelessness and belonging", Historical Approaches, 5, pp.62-76, 2007.

Heiss Silke, "Topological Sorrows: Perspectives on a Changing Way of Life in Oral Histories from the Cape of Good Hope and Red Hill Areas", African Studies, 60, pp.135-158, 2001.

Manning Jonathan, « Racism in three dimensions: South African Architecture and the Ideology of White Superiority », Social Identities, Volume 10, number 4, pp. 527-536, 2004,

Marcotte Pascale, Bourdeau Laurent et Doyon Maurice, « Agrotourisme, agritourisme et tourisme à la ferme ? Une analyse comparative », Téoros, <http://teoros.revues.org/1091>, 2011.

Miraftab Faranak, Governing Post Apartheid Spatiality: Implementing City Improvement Districts in Cape Town, Antipode, Volume 39, Issue 4, pp. 602-626, September 2007

Monaco Sara, "Neighborhood politics in transition residents' associations and local government in post-apartheid Cape Town", Uppsala Universitet, 2008.

Pape John, "The Struggle Against Encroachment: Constantia and the Defence of White Privilege in McDonald D.A. and J. Pape", The 'New' South Africa in Cost Recovery and the Crisis of Service Delivery in South Africa, HSRC Press, Pretoria, pp.123-142, 2003.

Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, « Luxe, calme et pauvreté – La bourgeoisie dans ses quartiers ». Annales de la recherche urbaine, n° 93, p. 71-76, 2003

Rouvillac Eric, Dellier Julien, Guyot Sylvain, « Entre terroir et territoire, la renaissance du vignoble sud-africain », L'Espace géographique 4/2011 (Tome 40), p. 337-351, 2011.

Southern District Plan, Spatial Development Plan, City of Cape Town, 2011.

Swanepoel Janie, 2013, Custodians of the Cape Peninsula: A historical and contemporary ethnography of urban conservation in Cape Town, Master en anthropologie sociale, Université de Stellenbosch, 130 p.

Trotter Henry, Removals and Remembrance: Commemorating Community in Coloured Cape Town, Master of Arts, Yale University, 332 p, 2002.

Tuan Yi Fu, Space and Place: The Perspective of Experience. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1977.

Tuan Yi Fu, Topophilia: A Study of Environmental Perception, Attitudes and Values. New York: Columbia University Press, 1990.

Wickens Eugenia, Briedenhann Jennifer, Rural Tourism — Meeting the Challenges of the New South Africa, International Journal of Tourism Research, 6, pp 189-203, 2004.

Xu Yan, Sense of Place and Identity, Action Research Illinois, <http://www.eslarp.uiuc.edu/la/LA437-F95/reports/yards/main.html>, 1995.